

Essai de compréhension des défis liés au climat d'investissement au Maroc : Cas de trois secteurs industriels

Essay to understand the challenges linked to the investment climate in Morocco: case of three industrial sectors

Fatima Zahra EL AYACHI, (Docteur en Sciences économiques)
Laboratoire de Recherches sur La Nouvelle Economie et Développement (LARNED)
Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Ain SBAA
Université Hassan II, Casablanca, Maroc

Karim SABRI, (Enseignant chercheur)
Laboratoire de Recherches sur La Nouvelle Economie et Développement (LARNED)
Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Ain SBAA
Université Hassan II, Casablanca, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Ain SBAA Université Hassan II, Casablanca, Maroc BP : 2634 ·Route des Chaux et Ciments Beausite, Casablanca 20254 Tel : 05223-43482
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	EL AYACHI, F. Z., & SABRI, K. (2024). Essai de compréhension des défis liés au climat d'investissement au Maroc : Cas de trois secteurs industriels. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(8), 326-338. https://doi.org/10.5281/zenodo.13328520
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: April 25, 2024

Accepted: August 06, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME
ISSN: 2658-8455
Volume 5, Issue 8 (2024)

Essai de compréhension des défis liés au climat d'investissement au Maroc : cas de trois secteurs industriels

Résumé :

Ce travail est un essai de compréhension des différents défis liés au climat d'investissement au Maroc où les objectifs de la croissance sont reliés principalement aux capacités d'investissement. À travers une analyse Haut-Bas, nous allons lier les résultats d'un diagnostic croissance aux résultats des témoignages de 100 dirigeants d'entreprises industrielles opérant dans les trois secteurs moteurs de l'industrie marocaine, à savoir l'agroalimentaire, le textile et la chimie et parachimie.

L'analyse haut-bas ou La méthode HRV (Hausmann, Rodrick et Valesco, 2006) qui fait la liaison entre les résultats macro-économiques et micro-économiques, permet d'une part, de montrer la place du climat d'investissement dans l'explication de la croissance économique au Maroc à travers un diagnostic croissance, et d'autre part déterminer l'impact des différents obstacles liés au climat d'investissement (accès au foncier, faiblesse des infrastructures, problèmes administratifs, corruption...) sur l'activité des entreprises de ces trois secteurs. Les résultats de ce papier ont comme principal objectif la confirmation de la place que joue le climat d'investissement dans la croissance économique au Maroc, et la détermination des éléments du climat d'investissement qui influencent plus l'activité économique au Maroc, pour spécifier les mesures et les actions nécessaires pour l'amélioration de ces éléments.

Mots clés : Climat d'investissement, Institution, Analyse haut-bas, Agroalimentaire, Textile, Chimie et parachimie.

JEL Classification : D25, E22

Type du papier : Recherche empirique

Abstract:

This work is an attempt to understand the different challenges linked to the investment climate in Morocco where growth objectives are mainly linked to investment capacities. Through a Top-Bottom analysis, we will link the results of a growth diagnosis to the results of the testimonies of 100 managers of industrial companies operating in the three driving sectors of Moroccan industry, namely agri-food, textiles and chemistry and parachemistry.

The high-low analysis or the HRV method (Hausmann, Rodrick and Valesco, 2006) which links macro-economic and micro-economic results, allows on the one hand to show the place of the investment climate in the explanation of economic growth in Morocco through a growth diagnosis, and on the other hand determine the impact of the various obstacles linked to the investment climate (access to land, weak infrastructure, administrative problems, corruption, etc.) on the activity companies in these three sectors. The main objective of the results of this paper is to confirm the place that the investment climate plays in economic growth in Morocco, and to determine the elements of the investment climate which most influence economic activity in Morocco, to specify the measures and actions necessary to improve these elements.

Keywords: Investment climate, Institution, High-low analysis, Agri-food, Textile, Chemistry and parachemistry.

JEL : D25, E22

Paper type : Empirical Research

1. Introduction

L'impact que peut avoir l'investissement sur la croissance d'une économie n'est pas à démontrer, à travers le transfert de technologie, du savoir-faire, de la capacité d'innovation et l'accès à de nouveaux marchés à travers l'attraction d'investisseurs étrangers.

Ces éléments et d'autres placent cette composante au cœur des préoccupations d'un nombre croissant de pays qui s'attèlent à attirer les investisseurs et à créer un environnement propice au développement des affaires.

En effet, garantir un environnement propice aux entreprises et à l'investissement constitue un défi majeur pour tout gouvernement parce que cela représente l'un des piliers de la croissance, de la création de l'emploi et d'un développement économique durable. Devant la diversité des politiques économiques qui impactent les conditions de fonctionnement des entreprises, il n'est pas toujours simple de faire des choix et de prendre des orientations. Il est alors nécessaire de comprendre les différentes contraintes relatives au climat d'investissement et les défis à ce niveau pour l'amélioration de la performance et la croissance de l'activité des entreprises. Cela permet de mettre en lumière les obstacles à l'investissement et de mesurer le degré de leur impact, tout en élaborant un plan d'action permettant de faire face à ces derniers de la manière la plus pertinente.

Depuis longtemps, les économistes ont basé leurs analyses de la reprise économique sur des éléments directs et strictement économiques (investissement, consommation, exportation...etc). Toutefois, l'échec des politiques basées sur cette idée, dans un contexte caractérisé par une ouverture accrue, une concurrence féroce et un fort progrès technologique, met en question ce principe et l'efficacité de ces facteurs dans la relance économique. Il est donc primordial d'analyser d'autres facteurs qui peuvent influencer la performance, notamment la qualité du climat d'investissement.

La performance économique dépend largement du climat d'investissement, il est donc indispensable de le comprendre et de l'évaluer régulièrement afin de l'améliorer. D'où le choix de ce sujet, notamment pour le cas du Maroc qui est engagé dans un chantier ambitieux de réformes économiques et institutionnelles pour faire face un contexte d'ouverture accrue caractérisé par un fort progrès technologique et une concurrence acharnée.

Pour comprendre ces défis et les traiter avec un niveau important d'objectivité, nous allons combiner les deux côtés macro et micro-économique. Pour ce faire, nous avons adopté une analyse haut-bas en s'inspirant de la méthode HRV (Hausmann, Rodrik et Velasco) (2011). Cette méthode commence par la réalisation d'un diagnostic croissance pour ensuite lier ses résultats à ceux issus d'une étude micro-économique auprès des dirigeants d'entreprises.

Dans ce papier, nous allons présenter dans un premier point la définition et l'importance du climat d'investissement dans le fonctionnement et la croissance de l'activité des entreprises et par là sa contribution à la performance économique d'une économie. Le deuxième point sera dédié à la présentation et la discussion des résultats de notre étude.

2. Climat d'investissement : revue de littérature et cadre conceptuel

Dans toutes les économies, les entreprises cherchent à apporter de la valeur en réagissant sur leur environnement. Les conditions qui déterminent cette valeur se basent essentiellement sur le niveau de la technologie et la nature de la concurrence sur le marché. Cela s'explique par le fait que deux entreprises qui opèrent dans les mêmes conditions technologiques et concurrentielles peuvent réaliser des productivités différentes. Ces dernières sont éventuellement liées à des facteurs endogènes. Citons à titre d'exemple l'appréciation des dirigeants de ces entreprises et la motivation du personnel. La productivité peut être influencée

par des facteurs externes qui échappent au contrôle de l'entreprise qu'on qualifie généralement par « *environnement institutionnel* » ou « *climat des affaires* ».

Plusieurs réflexions ont été consacrées à la position de ce dernier dans l'économie d'un pays, et diverses approches ont été explorées. Ces dernières mettent en cause le raisonnement déductif et abstrait de la théorie néoclassique standard, et rejettent les hypothèses de rationalité substantive, de symétrie d'information et de l'absence des coûts de transaction. Notons la **contribution de l'école institutionnelle traditionnelles avec Schmoller (1838-1917), Veblen, fondateur de ce qu'on appelle « l'institutionnalisme évolutionniste », Walton Hamilton John Goger Commons et d'autres**, suivie par les travaux précurseurs de la « Nouvelle économie institutionnelle » qui est devenue la référence de plusieurs courants à partir de 1990. **Selon cette approche, les institutions sont un élément essentiel et peuvent être appréhendées à travers les concepts de la théorie économique standard moyennant quelques ajustements.**

Les institutions ont été réintégrées dans la nouvelle économie institutionnelle en explorant différents sujets. Parmi ces derniers, on trouve celle de l'organisation, ou de la société, comme l'a décrit le célèbre article de Coase (1937), ainsi que la hiérarchie selon Williamson. Ce concept repose fondamentalement sur le principe des « coûts associés à l'utilisation du mécanisme des prix » ou « les coûts de fonctionnement d'un marché ». Cela fait référence au concept de « coût de transaction » développé par Williamson.

Citons aussi la contribution de Ménard (2003), et aussi de North qui est un auteur significatif de ce courant et qui a contribué à créer un cadre conceptuel basé sur deux éléments à savoir : l'environnement institutionnel qui est en d'autres termes ce qu'on appelle un climat d'investissement, ainsi que les arrangements institutionnels. Le premier concept désigne l'ensemble des règles qui cadrent l'activité économique, et le deuxième renvoie aux différents modes d'application de ces règles.

Sous l'angle micro-économique, on entend généralement par environnement institutionnel, l'ensemble des facteurs et conditions nécessaires à la localisation d'une entreprise, à sa capacité à s'améliorer à plusieurs niveaux, à développer ses activités et à créer des emplois. Cela se fait grâce à l'influence de ces conditions sur les opportunités du marché et sur la décision d'investissement des entreprises à des fins de productivité.

Pour Stern (2002), l'environnement institutionnel comprend l'environnement politique et comportemental qui affecte les performances ainsi que les risques liés à un investissement dans la Société. Le concept d'environnement institutionnel renvoie ainsi à la qualité de la gouvernance, des politiques publiques, de la stabilité macroéconomique ainsi qu'aux infrastructures. Ces facteurs ont une incidence sur le niveau d'investissement en capital et la productivité totale des facteurs de production, mais aussi sur la propension des entreprises d'investir dans l'avenir.

En effet, Stern (2002) regroupe les éléments de l'environnement institutionnel sous trois principaux axes :

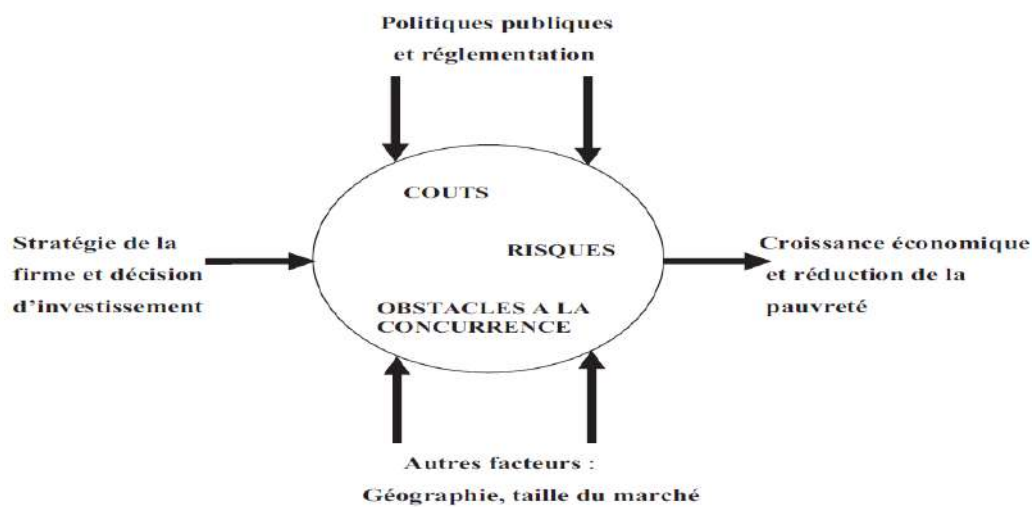
- La gouvernance, les institutions, y compris le comportement des institutions publiques et des acteurs publics (par exemple au niveau fiscal), le cadre réglementaire dans son intégralité, l'accès au financement, les opérations judiciaires, les politiques publiques, les marchés du travail, la corruption et la lutte contre la criminalité ;
- La politique commerciale, la politique de change, la politique budgétaire, l'inflation, la dette, etc., sont des éléments clés pour garantir la stabilité et l'ouverture macroéconomique.
- La fiabilité des infrastructures dans un pays, comprenant l'électricité, l'eau potable, les télécommunications et les transports.

D'après la définition de Banque mondiale, le climat d'investissement se compose de divers éléments propres à un pays qui influencent plus ou moins fortement les opportunités et les incitations qui encouragent les entreprises à investir, à créer des emplois et à se développer.

À titre d'illustration, nous présenterons dans la figure suivante les mécanismes d'influence d'un environnement institutionnel :

Sur la figure, Les flèches verticales décrivent le climat d'investissement et la façon avec laquelle il peut affecter les décisions d'investissement des entreprises. D'une part, le schéma rassemble des aspects sur lesquels les gouvernements ne peuvent pas influencer, comme la géographie ou la taille du marché. D'autre part, il existe d'autres aspects qui ont des implications pour l'activité et la croissance des entreprises sur lesquels les gouvernements peuvent agir. Ces aspects institutionnels relatifs principalement à la sécurité des biens, à la stabilité économique et politique, au Code du travail, aux lois réglementant les marchés financiers, aux impôts et aux infrastructures.

Figure 1 : La dynamique du climat d'investissement



Source : Un meilleur climat d'investissement pour tous, World Development Report

La première étape pour une entreprise repose sur l'élaboration d'une stratégie d'investissement. Elle est obligée de décider s'il encourra des coûts supplémentaires, par exemple en équipement, en recherche et développement, pour accroître sa production future. Sa décision est principalement justifiée par la rentabilité potentielle de tels investissements dans l'avenir. Ladite rentabilité est principalement affectée par les coûts, les risques et les barrières concurrentielles associés à cette opportunité.

Une fois les décisions d'investissement prises, les gains de production et de productivité qui en résultent se traduisent par une croissance, comme l'indique la deuxième flèche horizontale du graphique ci-dessus.

Un climat d'investissement sain devrait en principe bénéficier à tous (entreprises et société dans son ensemble). Pour ce faire, il doit considérer deux dimensions complémentaires. Le premier est le niveau social, car l'ensemble de la société doit profiter d'un environnement institutionnel favorable, favorisant la création d'emplois, de baisse des prix et d'élargissement de l'assiette fiscale.

Le deuxième niveau est d'ordre microéconomique. En fait, les avantages doivent être ressentis par les entreprises de toutes tailles et de toutes catégories, pas seulement les plus grandes et les plus influentes.

Comme mentionné précédemment, les opportunités et les incitations pour stimuler les investissements des et la création des emplois sont évaluées en fonction de leur impact sur la rentabilité. Cela est également apprécié en fonction des coûts, les risques et les entraves à la

concurrence des entreprises. Ces trois aspects sont étroitement liés et ne peuvent être utilisés seuls comme une évaluation globale de la décision d'investissement de l'entreprise.

Nous décrirons comment ces trois facteurs affectent le comportement d'investissement des entreprises.

- Les coûts

Les coûts que l'entreprise peut supporter sont liés normalement aux matières premières, aux salaires, aux moyens de production, et à d'autres facteurs qui constituent des coûts normaux pour l'entreprise. Mais, il existe d'autres coûts qui sont liés aux politiques et aux comportements des pouvoirs publics et qui rendent la décision d'investir très lourde.

Pour faire face à ces coûts supplémentaires, l'État a un rôle très important à jouer pour remédier aux défaillances du marché, financer l'acquisition d'équipements pour les infrastructures et fournir des biens publics. L'absence de ces actions ne peut qu'alourdir les charges des entreprises et les décourager à investir et à augmenter leur productivité.

Les coûts liés aux équipements d'infrastructure peu fiables, aux problèmes d'exécution des contrats, à la criminalité, à la corruption et à la réglementation représenteraient plus de 25 % du chiffre d'affaires d'une entreprise, ce qui multiplie à plus de trois fois les sommes que ces entreprises paient généralement en impôts à l'État.

- Les risques

Les investissements sont faits pour aider à atteindre les objectifs futurs. Pourtant, la notion de risque lié au futur est l'une des caractéristiques de cet investissement. En effet, il y a un risque quand l'objectif fixé a des chances de ne pas être entièrement atteint. Les résultats attendus sont des variables aléatoires qui sont influencées de variables internes et externes au projet (Traverdet-Popiolek, 2006).

Les variables exogènes forment la situation ou l'environnement d'un projet, c'est-à-dire l'environnement institutionnel qui est un élément déterminant du résultat de l'entreprise. Le rôle que l'État peut jouer pour minimiser les risques liés à l'environnement institutionnel est de garantir un environnement stable et sécurisé avec un minimum de coûts injustifiés (crimes, corruption... etc.), et aussi de protéger les droits de propriété industrielle. Parce que l'instabilité macroéconomique et les réglementations mal étudiées peuvent exercer une forte pression à la baisse sur la décision d'investissement et décourager les investisseurs qui cherchent en priorité un environnement stable et fertile pour la réalisation de leurs investissements.

Le risque concernant la politique gouvernementale est le problème le plus préoccupant pour les entreprises des pays en développement.

- Les obstacles à la concurrence

Il est évident que les entreprises préfèrent faire face à une concurrence moindre plutôt qu'à une concurrence plus importante. Cependant, les obstacles à la concurrence qui privilégient certaines entreprises empêcheront les autres entreprises ainsi que les consommateurs de tirer profit des occasions et leur imposeront des coûts plus élevés. Ces obstacles inhibent également les incitations des entreprises à innover et à accroître leur productivité.

L'envergure des coûts et celle des risques peuvent constituer une barrière à l'entrée pour les entreprises. Les gouvernements peuvent également influencer directement sur les contraintes, par le biais de réglementations régissant l'accès du marché et de politiques visant à contrer les comportements anticoncurrentiels des entreprises. Le but serait alors de faire bénéficier toutes les entreprises des avantages à l'entrée sur le marché et des facilités pour investir. Cela incite et encourage les entreprises à accroître leur productivité.

Il est aussi très important pour l'entreprise de réduire les entraves liées au partage de nouvelles idées. Surtout celles relatives aux importations de matériel moderne. Dans ce cadre, Joseph

Schumpeter estime qu'il est essentiel de créer un environnement qui pourrait faciliter le processus concurrentiel de « destruction créatrice »¹.

Pour l'examen des conclusions de l'étude menée auprès de 100 entreprises marocaines, nous allons procéder dans un premier temps à une analyse descriptive des obstacles et entraves auxquels se heurtent les entreprises marocaines dans les trois secteurs cités précédemment, pour ensuite procéder à un test permettant de désigner les obstacles qui menacent le plus, le développement du climat d'investissement pour enfin présenter les actions précises que le gouvernement devrait procéder, par degré d'importance et de fiabilité de chaque action.

3. Méthodologie de recherche

Nous avons choisi une démarche qualitative fondée sur l'analyse haut-bas qui consiste à commencer par un diagnostic de croissance pour le cas du Maroc et le lier aux résultats micro-économiques d'un témoignage des dirigeants des entreprises des trois secteurs moteurs de l'industrie marocaine par rapport aux facteurs du climat d'investissement et du degré d'influence de ces derniers sur le fonctionnement et la croissance de l'activité de ces entreprises. Le principe de cette approche consiste à démarrer l'analyse par une bonne lecture des agrégats macroéconomiques de l'économie en question pour ressortir les origines de la faiblesse de la croissance et ses retombés. En d'autres termes, il s'agit là du diagnostic haut-bas qui constitue le début d'évaluation de la source du problème lié à la faiblesse de la performance économique. Et en particulier, de déterminer s'il est dû à la l'existence d'une grande quantité de projets d'investissement avec de hauts rendements, mais combinés avec des problèmes liés à l'accès au financement, ou si c'est l'inverse, c'est-à-dire une demande limitée face à une disponibilité de financement, et ce à cause de la prédominance des projets à faible rendement.

Tableau 1 : Répartition des entreprises interrogées par secteur

Branche de l'industrie	Pourcentage des entreprises (%)
Agroalimentaire	23,81
Textile	19,05
Chimie Parachimie	57,14
Total	100,00

Tableau 2 : Répartition des entreprises interrogées par ville

Ville	Pourcentage des entreprises (%)
Marrakech	19,05
Casablanca	23,81
Rabat	19,05
Salé	11,11
Kenitra	26,98
Total	100,00

Source : Auteurs

En ce qui concerne le diagnostic croissance, il s'agit d'une analyse de la place de la qualité du climat d'investissement dans l'explication des changements macro-économiques. Cette étude permet de mettre l'accent sur les principales problématiques économiques pour ensuite les lier aux résultats microéconomiques qui consistent dans notre cas à mener une analyse descriptive des différents résultats du témoignage de 100 dirigeants d'entreprises industrielles opérant dans trois secteurs industriels, à savoir l'agroalimentaire, le textile et cuir et la chimie/parachimie comme présentés dans le tableau ci-dessous. Ce témoignage met l'accent sur les obstacles du climat d'investissement qui pèsent plus sur la performance des entreprises interrogées.

¹ Un environnement dans lequel les entreprises peuvent et souhaitent mettre à l'épreuve leurs propositions, s'efforcer d'atteindre le succès et s'épanouir, qu'elles réussissent ou échouent.

Concernant les 100 entreprises, elles sont réparties entre les grandes villes présentées dans le tableau N°02 ci-dessous.

4. Résultats et discussions

4.1 Diagnostic croissance

À travers une analyse chronologique des agrégats macroéconomiques au Maroc, notamment ceux qui reflètent l'état de santé du climat d'investissement (l'évolution des investissements, des IDE...), la croissance économique au Maroc demeure en deçà de ses capacités et reste inférieure aux taux réalisés par les économies comparables. Plusieurs causes expliquent le niveau faible de la croissance. En fait, l'économie du Maroc se caractérise encore par une contribution limitée de l'investissement privé à la croissance économique, une diversification insuffisante des exportations en termes de marchés d'écoulement et de faible valeur ajoutée des produits, la nature du taux de change astreignant la compétitivité du pays, la croissance demeurant fortement influencée par les aléas climatiques et la faible productivité totale des facteurs². Pour pallier à cette difficulté, divers politiques pourraient être adoptés pour assurer une croissance plus rapide au Maroc.

Ce diagnostic montre que la faiblesse en termes de croissance pour le cas du Maroc est dû principalement à un environnement institutionnel défavorable, à des cadres d'investissement compliqués et moins clairs, la lourdeur des contraintes et des formalités administratives, une Infrastructure logistique insuffisante et à la présence de conflits géopolitiques régionaux. Ces facteurs sont relatifs au climat d'investissement qui sera expliqué dans le point suivant.

4.2 Témoignage des dirigeants d'entreprises

Nous allons présenter les résultats du témoignage de 100 dirigeants d'entreprises industrielles marocaines des trois secteurs étudiés.

Les résultats montrent le degré d'influence des obstacles liés au climat d'investissement sur l'activité de ces entreprises :

- **L'accès au foncier**

47% des entreprises interrogées considèrent l'accès au foncier comme obstacle très sévère qui réside dans la lourdeur d'accès et le coût d'acquisition des terrains, soit pour les entreprises qui cherchent à développer leur activité à travers la création de nouveaux sites de productions, ou les personnes désirant créer une entreprise pour la première fois. En effet, un grand nombre d'entreprises annulent leurs décisions d'investissement à cause de ce problème.

Mais, il est à signaler que ce problème touche les PME plus que les grandes entreprises qui, grâce à leur capacité financière, peuvent acquérir des terrains immédiatement, soit en se basant sur leurs fonds propres, ou sur l'accès au crédit bancaire.

Selon les résultats, les entreprises travaillant dans le domaine de la chimie parachimie sont les plus confrontées à cet obstacle relatif à la lourdeur de l'accès au foncier. Ce qu'on a constaté à travers le contact direct de ces entreprises que ces dernières sont le plus accédé au foncier, ayant pour but l'extension de leur activité à travers la création de nouveaux sites de production qui demandent dans la plupart des cas des superficies importantes.

- **Système judiciaire**

La plupart des entreprises considèrent que le système judiciaire ne constitue aucun obstacle pour elles. En effet, les résultats de l'enquête indiquent que les entreprises ont globalement une opinion plutôt favorable du système judiciaire, ce qui reflète qu'elles sont satisfaites en termes

² La cause principale de cette faiblesse réside dans la concentration du capital et de la main-d'œuvre dans des secteurs à faible valeur ajoutée, tels que l'agriculture et l'agroalimentaire.

d'exécution des contrats, du respect des délais de paiement, et que les risques - en termes des relations d'affaires, de l'environnement juridique et du système judiciaire- d'après les résultats, deviennent de moins en moins prononcés.

En effet, les entreprises enquêtes jugent que la légitimité des contrats et des droits de propriété est assurée au Maroc et qu'elle est préservée par les tribunaux en cas de conflit.

Une minorité d'entreprises enquêtes considèrent que le système judiciaire constitue un obstacle sévère pour leur activité et leur croissance, mais l'observation qu'on peut tirer est qu'aucune grande entreprise parmi celles enquêtes ne considère le système judiciaire comme un obstacle pour son activité, et que celles qui sont confrontées à ce problème présentent une partie négligeable des petites et moyennes entreprises.

- **Accès au financement**

L'accès au financement revêt d'une grande importance dans la décision d'investissement et constitue un élément important pour l'amélioration de l'activité des entreprises déjà existantes, et pour la création de nouvelles entreprises.

En effet, les obstacles liés à ce domaine peuvent handicaper la décision d'investissement. D'après les résultats, la plupart des entreprises considèrent l'accès au financement comme étant un obstacle mineur qui n'affecte pas leur croissance, cela trouve sa justification dans le fait que la plupart des entreprises se basent, dans leur financement, sur leurs propres moyens.

Le degré très bas de l'accès au prêt bancaire s'explique essentiellement par le manque de garanties suffisantes surtout pour les PME, contrairement aux grandes entreprises qui accèdent facilement au crédit bancaire grâce à leurs garanties importantes.

Un autre problème lié à l'accès au financement, il s'agit du coût élevé de financement qui constitue, pour la plupart des entreprises qui optent pour des crédits bancaires, un obstacle très sévère.

- **Lourdeur des charges fiscales**

Les charges fiscales constituent pour la majorité des entreprises un obstacle majeur qui entrave leur activité et qui augmente leurs charges. Et d'après plusieurs chefs d'entreprises, la politique fiscale au Maroc n'est pas adaptée au volume de croissance des entreprises, ce qui rend l'imposition fiscale, une charge très lourde surtout pour les PME.

- **La corruption**

La présence d'un secteur informel très important facilite cette corruption beaucoup considèrent comme endémique. Cela porte préjudice au bon fonctionnement du marché, de la justice et de l'administration publique, tout en privant l'État de recettes fiscales essentielles.

Il est essentiel de souligner l'effet délétère de la corruption sur l'environnement des affaires.

La corruption constitue pour la plupart des entreprises un obstacle majeur qui entrave leur bon fonctionnement en imposant des coûts supplémentaires injustifiés, mais pour d'autres, la corruption est un bon moyen pour faciliter les procédures administratives ou législatives.

- **Faiblesse des infrastructures**

La mauvaise qualité des infrastructures affecte les entreprises, qu'elles soient de grande taille ou de petite taille, mais les PME sont souvent les plus durement touchées. Il est envisageable que les grandes entreprises puissent construire leurs propres infrastructures en cas de défaillance des autorités publiques, cependant cette « *autosuffisance* » est plus compliquée à réaliser pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Quand les autorités publiques ne parviennent pas à fournir des infrastructures, quantitativement et qualitativement, suffisantes, elles imposent un impôt "silencieux" à l'encontre des entreprises, se traduisant par la lenteur des services publics, en particulier en ce qui concerne le

dédouanement, ainsi que des coûts de transport plus élevés en raison des embouteillages et de la détérioration des véhicules causée par le mauvais état des routes, tout comme les coûts plus élevés engendrés par la nécessité d'assumer eux-mêmes leurs besoins en électricité, eau et autres services.

La majorité des entreprises enquêtées considèrent la faiblesse des infrastructures comme étant un frein majeur à l'activité et à la croissance de l'investissement.

- **Manque de main-d'œuvre qualifiée**

La majorité des entreprises enquêtées considèrent que le manque de main-d'œuvre qualifiée constitue un obstacle majeur à l'investissement. En effet, les entreprises annoncent que le niveau de formation des employés ne convient pas aux exigences du marché du travail, ce qui constitue un obstacle au développement de l'entreprise et de sa productivité.

Les résultats de cette enquête soulignent les insuffisances de la main-d'œuvre des entreprises du secteur industriel marocain. Beaucoup d'entre elles se concentrent dans des tâches à faible valeur ajoutée (comme le cas de la sous-traitance) et n'ont pas recours à une main-d'œuvre hautement qualifiée. Cette demande limitée n'a pas engendré une offre adéquate de main-d'œuvre qualifiée. Ainsi, il apparaît que la main-d'œuvre marocaine a un niveau de qualification bien en deçà de celui des pays à revenus similaires, malgré le coût relativement élevé de la main-d'œuvre au Maroc. Il est également essentiel de souligner le manque d'engagement des entreprises marocaines en matière de formation de leurs salariés, en particulier pour celles évoluant dans le domaine du textile et de l'habillement.

- **Problèmes administratifs**

Les entreprises considèrent les problèmes administratifs comme étant un obstacle moyen, une partie égale d'entreprises le juge comme un obstacle majeur. En effet, l'administration publique ne favorise pas beaucoup le monde des affaires, même si des progrès ont été réalisés par certaines entités comme les douanes ou les centres régionaux d'investissements.

- **Autres obstacles**

Les coûts auxquels se confrontent les entreprises sont énormément élevés et selon les résultats de l'enquête, ils constituent tous, des obstacles majeurs au développement du climat d'investissement.

Parmi ces coûts, on peut citer premièrement le coût élevé du transport, que soit pour les biens ou les personnes, ainsi que le manque de transports en commun vers les lieux de résidence des travailleurs ou les moyens de transport des marchandises vers d'autres villes marocaines ou étrangères, ce qui exige pour l'entreprise des charges très élevées dans ce cadre.

Deuxièmement, le coût de l'assurance qui est un autre obstacle majeur pour l'entreprise, poussant certaines d'entre elles de priver certains ouvriers de leurs droits d'assurance pour minimiser leurs charges.

Un autre problème posé est celui des droits de douane élevés, surtout pour les entreprises exportatrices ou pour celles qui importent les matières premières.

Comparativement aux autres coûts supportés par l'entreprise, le coût de l'électricité est jugé moyen par la plupart des entreprises.

À partir de notre étude descriptive des résultats du témoignage des dirigeants d'entreprises, les obstacles qui sont considérés pour la plupart des entreprises comme obstacles majeurs, et qui sont d'après l'analyse haut-bas la source de la faible performance économique pour le cas du Maroc sont les suivants :

- ✓ L'obstacle lié au manque de main-d'œuvre qualifiée, résultat conforme avec les travaux de *Escibano et al., 2008*

- ✓ L'obstacle lié à la corruption, ce résultat est en adéquation avec les travaux de Weaver (2011)
- ✓ L'obstacle lié à la faiblesse des infrastructures, obstacle jugé sévère également dans les travaux de Ndao et al., 2004; Escribano et al. (2008) ;(Eifert et al., 2005; Giang et al., 2018 et Huisman, 2018
- ✓ L'obstacle lié aux problèmes administratifs, résultats conformes aux travaux de Weaver (20011) et Giang (2018)
- ✓ Les obstacles relatifs aux différents coûts supportés par les entreprises à savoir : le coût de transport, d'assurance, de douanes, et le coût du financement bancaire. Cela corrobore les résultats des travaux de (Escribano et Al (2008), Ayyagari (2008) (Belas et al (2018). Et pour le coût de financement, les résultats corroborent les conclusions du rapport de l'HCP qui considèrent que 74% des entreprises jugent le coût de financement comme frein majeur qui affecte directement leur productivité.
- ✓ Les autres obstacles peuvent être considérés comme négligeables dans cette analyse puisqu'un nombre faible d'entreprises les considèrent comme majeurs.

Cela permet de préciser et de spécifier les plans d'action à mettre en place, par ordre d'importance, pour l'amélioration du climat d'investissement au Maroc.

Ces actions peuvent être résumées comme suit :

- ✓ Développement du capital humain
- ✓ Lutte contre la corruption
- ✓ Amélioration de la qualité des infrastructures
- ✓ Modernisation de l'administration publique
- ✓ Réduction des coûts

5. Conclusion

Nous rappelons que l'objectif de ce papier est de comprendre les défis du climat d'investissement marocain, et plus précisément mettre l'accent sur les variables du climat d'investissement qui pèsent plus sur l'activité et la croissance des entreprises marocaines pour déterminer les éléments du climat d'investissement qui exigent, en priorité, la réaction des autorités publiques.

Pour ce faire, nous avons combiné deux dimensions d'analyse macro et micro-économique, et ce à travers une analyse haut-bas qui lie les conclusions macroéconomiques avec les résultats d'une étude microéconomique. Cette méthode a un objectif double, d'une part, montrer la place du climat d'investissement dans la performance économique du royaume, et d'autre part préciser les facteurs du climat d'investissement dont se plaignent plus les entreprises marocaines.

La combinaison des deux volets d'analyse nous a permis de mettre le point sur les facteurs du climat d'investissement auxquels les autorités politiques marocaines doivent donner la priorité en mettant en place des actions et des réformes plus efficaces et plus urgentes pour créer un climat des affaires propice à l'entrepreneuriat et à l'investissement. Un objectif qui constitue un challenge pour tous les gouvernements, du fait qu'il constitue une solution de la croissance économique et du développement durable.

En effet, Le Maroc a atteint la stabilité macroéconomique suite à plusieurs réformes entreprises par les pouvoirs publics. Ce qui a encouragé le développement du secteur privé et l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE). L'attractivité des IDE constitue un résultat important, représentatif de l'intérêt du Maroc pour les investisseurs étrangers et la volonté du pays pour améliorer son climat d'investissement.

Le Maroc dispose ainsi de plusieurs agences chargées de la promotion des investissements et a travaillé dur pour rendre sa réglementation accessible.

Cependant, ces résultats sont encore modestes. À cet effet, le Maroc travaille depuis plus d'une décennie sur des réformes cherchant une meilleure intégration dans l'économie mondiale,

l'encouragement du secteur privé, le renforcement de l'attractivité du pays et l'amélioration de sa structure productive et son environnement économique.

L'effet de ces réformes est bien appréciable dans plusieurs secteurs d'activités, portant ce n'est pas suffisant. Par conséquent, le travail doit se poursuivre pour rendre plus apparents les bénéfices économiques et sociaux des réformes liées à l'évolution du climat d'investissement.

Références :

- (1). ATERIDO R., HALLWARD-DRIEMEIER M., PAGES C (2007). «Investment Climate and Employment Growth: The Impact of Access to Finance, Corruption and Regulations Across Firms». , IZA Discussion Paper No. 3138. Institute for the Study of Labor (IZA).
- (2). Attouch H., (2008) « Libéralisation, inflation et niveau de vie au Maroc ». Les notes d'analyse du CIHEAM N° 38 – Septembre 2008.
- (3). AYYAGARI, M., DEMIRGÜÇ-KUNT, A., MAKSIMOVIC, V. (2020). « The Rise of Star Firms: Intangible Capital and Competition. Forthcoming». *Review of Financial Studies*, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3230154>.
- (4). BACCOUCHE, R. BOUOYOUR, J., MOULEY, S. (2018). «Interaction entre IDE, productivité et capital humain Cas des industries manufacturières tunisiennes ». *Working Papers hal-01880353*, HAL.
- (5). Banque africaine de développement. (2022). Maroc- Projet d'appui à l'amélioration du climat des affaires et à la relance de l'économie (PAACAR) - Rapport d'évaluation de projet.
- (6). Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale (2007) : Rapport (Doing business au Maroc).
- (7). Banque internationale pour la reconstruction et le développement. (2023). Rapport de suivi de la situation économique au Maroc, Le Maroc face aux chocs d'offre.
- (8). Banque Mondiale (2013) : Rapport sur l'Évaluation du Climat de l'Investissement.
- (9). Banque Mondiale (2013) : Rapport sur le développement dans le monde.
- (10). Banque Mondiale, (2012) « Climat d'investissement : Meilleures Pratiques en matière de Promotion Mondiale de l'Investissement 2012 ».
- (11). BERULAVA, G., GOGOKHIA, T. (2021). «The Impact of Business Environment Reforms on Firms' Performance in Transition Economies». *MPRA Paper* 106327, University Library of Munich, Germany.
- (12). BIRD. (2021). Rapport de suivi de la situation économique au Maroc, De la reprise à l'accélération.
- (13). CHAVANCE, B. (2018). L'économie institutionnelle. 3ème édition, collection Repères.
- (14). CUGUSI, B. (2008). « Le système national d'innovation au Maroc ». Centro Studi di Politica Internazionale. Document de travail, janvier 2008.
- (15). CUMENCE, G. (2004). Les investissements industriels français au Maroc : Une étude empirique sur la décennie quatre-vingt-dix, Document du travail, Juillet 2004, Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie. <http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/dossiers/sect/investmaroc.pdf>
- (16). DIOURI, M., RAMI, A. (1992), A qui appartient le Maroc ? Paris : L'Harmattan .
- (17). Hausmann, R., Rodrik, D., & Velasco, A. (2006). Getting the diagnosis right. *Finance and development*, 43(1), 12.
- (18). Herbert R., (2008). « Les Enjeux De La Création D'un Climat D'investissement Productif : Cadre D'action Pour L'investissement Et Le Développement Des Pme ». Document de travail.
- (19). ICA-MAROC. (2004). Rapport sur le programme d'Enquêtes pour l'Analyse du Climat de l'Investissement et de la Compétitivité des Entreprises.
- (20). IFC. (2005). Report (An Evaluation of IFC's Investment Climate Activities).

- (21). JAMALI, J., « Emergence : Une politique ciblée et volontariste pour le secteur industriel », <http://www.rencontre.minrecherche.ma/jamali/jamali.pdf>.
- (22). La banque mondiale. (2020). Doing Business : maintenir l'élan des réformes,
- (23). LECHEVALIER, S. (2018) « Des relations entre institutions et performances économiques », *Histoire & mesure*.
- (24). LOUALI, H., (2003) « L'évaluation du financement des PME au Maroc ». document du travail n° 91 , ministere des finances, , Direction de la Politique Economique Générale.
- (25). MEJRI, I., VERY, P. (2022). Chapitre 10. Influence de l'environnement institutionnel sur l'internationalisation des PME technologiques issues d'une économie émergente. Dans : Sophie Nivoix éd., Internationalisation : la mobilisation des ressources immatérielles (pp.211-236). Paris : Vuibert.
- (26). Mémoire économique pays I (2006) : Rapport (Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité).
- (27). Ministère de l'agriculture (2000) : Rapport (Données générales sur le royaume du Maroc).
- (28). Ministère de l'économie et des finances. (2022). Rapport sur les établissements et entreprises publics, Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2022.
- (29). Ministère des finances (2000) : Rapport sur les déterminants de l'investissement au Maroc, Direction de la Politique Economique Générale.
- (30). NABOUL A., RASPILLER S (2006) « Déterminants de la décision d'investir et destination économique des équipements », Economie et statistique, pp. 395-396.
- (31). OCDE (2004) : Rapport des perspectives économiques en Afrique.
- (32). Ouali S., (2007) « La politique marocaine en matière d'investissement », Investir au Maroc.
- (33). PARANQUE, B., (2000) « Besoins de financement et accès au crédit », Le Monde des entreprises¹³.
- (34). SMITH, W., Hallward-Driemeier M (2005) « le climat d'investissement : une donnée primordiale », Finances & Développement.
- (35). The World Bank, (2012) «Doing business in a more transparent world, Economy Profile: Morocco», The International Bank for Reconstruction and Development.
- (36). THIEBAULT JL., (2011) « Comment les pays émergents se sont-ils développés économiquement ? La perspective de l'économie politique », Revue internationale de politique comparée, 2011/3 Vol. 18, p. 11-46.
- (37). TIDIANE K., JOSEF L.. (2008). «Small Enterprise Growth and the Rural Investment Climate: Evidence from Tanzania», the World Bank Africa Region Agriculture and Rural Development Unit.
- (38). TOUHAMIET A. et al., (2009) « Politiques économiques, pauvreté et inégalités au Maroc : analyses en équilibre général micro simulé », Mondes en développement, n° 148, pp 99-118.